

Kosovo: un droit de réponse d'Arnaud Danjean

10 AOÛT 2012 | PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Article 1 Commentaire

Lire aussi

Kosovo, un trou noir dans l'Europe (3/3): le rôle des services français

Kosovo, un trou noir dans l'Europe (2): la conquête sanglante de l'UÇK

Kosovo, un trou noir dans l'Europe (1) : sur la piste de trafics d'organes

À la suite de la publication du troisième volet de notre enquête, « Kosovo, un trou noir dans l'Europe », volet consacré au rôle spécifique joué par les services français (l'article peut être lu ici), nous avons reçu un droit de réponse, que nous publions bien volontiers, d'Arnaud Danjean. Actuel député européen (UMP), M. Danjean avait suivi la conférence de Rambouillet de février 1999 pour le compte de la DGSE et notre enquête relatait ses liens particuliers avec Hashim Thaçi, alors porte-parole de l'UÇK et qui s'imposait comme le chef de la délégation albanaise dans cette négociation de la dernière chance.

Monsieur le Directeur de la Publication,

Dans un article daté du 5 août 2012, intitulé « **Kosovo, un trou noir dans l'Europe, le rôle des services français** » et publié sur le site de Mediapart, mon nom est cité à plusieurs reprises dans des allégations erronées et je serais très reconnaissant à votre média de bien vouloir, conformément à l'article 13 de la loi sur la presse de 1881, publier le droit de réponse ci-après :

« Dans l'article du 5 août consacré au rôle supposé des services français lors de la crise du Kosovo (1999), mon rôle est évoqué d'une façon qui ne correspond pas à la vérité des dates et des faits. Des amalgames et raccourcis hasardeux (attestés par l'emploi régulier du conditionnel, ainsi que par le recours à des témoignages bien évidemment anonymes auxquels il est accordé systématiquement un crédit plus important que mes propos, pourtant aisément vérifiables) sont également susceptibles de me nuire gravement et renvoient une image faussée de ce que fut la réalité du rôle, bien plus modeste, tenu par la France et ses services.

Pour m'en tenir aux faits, et conformément à ce que j'avais indiqué à deux reprises très explicitement à M. Derens, je n'ai jamais eu le moindre contact avec des membres de l'Armée de Libération du Kosovo (UCK) avant la conférence de Rambouillet de février-mars 1999. Ceci m'aurait d'ailleurs été matériellement impossible compte-tenu de mes affectations. C'est donc bien lors de la conférence de Rambouillet, en février-mars 1999, qu'à l'instar des autres membres de la délégation diplomatique française à laquelle j'appartenais tout à fait officiellement, il m'a été donné de rencontrer les 15 personnalités composant la délégation kosovare (5 UCK, 5 LDK, 5 indépendants), dont M. Thaçi, qui avait été désigné chef de cette délégation bien avant que le moindre contact ait été établi avec un interlocuteur français. Je suis absolument catégorique sur cette chronologie. Ceci rend donc caduque une grande partie des allégations énumérées dans l'article, qui se basent, elles, sur l'existence de contacts préalables avec le représentant politique de la guérilla kosovare.

Pour être encore plus précis, mon contact avec M. Thaçi date du 16 ou 17 mars 1999, c'est-à-dire peu avant la clôture de la deuxième session de la conférence de Rambouillet, qui se tenait au Centre de Conférence International, avenue Kléber à Paris. C'est d'ailleurs lors de cet entretien que M. Thaçi a fait part de sa surprise de ne disposer d'aucun contact avec la délégation française, alors même qu'un canal était ouvert depuis longtemps avec, notamment, les Britanniques et surtout les Américains (qui « chapeautaient » littéralement M. Thaçi lors de cette conférence, comme tous les observateurs présents peuvent encore en témoigner). Cette entrevue, concordante avec la fin de la conférence et une grande incertitude sur les développements de la crise, a donné lieu à l'établissement d'un contact régulier, qui n'avait rien de secret ou « d'opérationnel », puisque s'inscrivant dans le cadre du suivi du processus de Rambouillet, dont la France assurait, avec le Royaume-Uni, la co-présidence. M. Thaçi étant chef de la délégation kosovare, que cela plaise ou non, il n'était pas anormal qu'un canal soit établi. A ce titre, ce contact était dûment avalisé par les autorités françaises, qui disposaient exhaustivement des éléments d'information ainsi collectés.

Il convient également de noter que, contrairement à ce qui est allégué dans l'article pour surévaluer artificiellement le rôle de la France, de nombreuses délégations diplomatiques – sans même parler des services alliés- disposaient déjà depuis de nombreux mois de canaux avec la représentation politique de l'UCK, dont M. Thaçi faisait partie. C'est ainsi que le négociateur américain, Christopher Hill, mais aussi le propre porte-parole de Mme Albright, James Rubin, étaient au contact direct de M. Thaçi. Même chose pour le négociateur européen, le diplomate autrichien Wolfgang Petritsch, dont l'équipe comprenait des diplomates autrichiens, allemands et britanniques (mais pas de Français) ayant établi depuis plusieurs mois des contacts discrets avec l'ensemble des acteurs kosovars.

La thèse selon laquelle il existerait un lien bien antérieur à la conférence de Rambouillet, voire que j'aurais... « accompagné Thaçi dans les magasins pour le doter d'une garde-robe... », est donc non seulement grotesque mais totalement mensongère.

Il est également totalement faux d'affirmer que la promotion de M. Thaçi comme chef de la délégation kosovare aurait été le résultat d'un « choix de communication » dans lequel moi-même ou des représentants français, aurions été impliqués.

Quant à la thèse selon laquelle différentes structures françaises (Quai d'Orsay, DGSE...) « soutenaient » différentes personnes ou différentes mouvances kosovares ou serbes, cela est une présentation polémique d'une réalité sensiblement différente: le Quai d'Orsay entretenait, comme il se doit, des canaux avec l'ensemble des parties institutionnelles en conflit et avait logiquement sollicité les services (DST et DGSE) pour établir les contacts avec les mouvances issues de la guérilla kosovare. Cette répartition des rôles est logique et classique dans toutes les zones de crises, de l'Afghanistan à la Libye en passant par d'autres conflits d'Afrique, dès lors que des acteurs non étatiques deviennent partie intégrante d'une crise internationale. C'est bien l'absence de canaux avec l'une des parties en conflit, et alors même que la France, membre du groupe de Contact, était directement impliquée dans les négociations puis ensuite dans un déploiement militaire massif sur le terrain, qui aurait été une anomalie et même une grave erreur professionnelle, et non le fait d'avoir réussi à établir des contacts qui ne valent d'ailleurs pas soutien !

C'est dans ce cadre, strictement contrôlé et avalisé, que se sont développés les contacts avec

les interlocuteurs kosovars à partir de mars 1999. Il ne s'agissait aucunement de soutenir telle ou telle faction, mais de disposer d'un réseau de contacts aussi complet que possible pour permettre à la France –diplomatiquement et militairement- de ne pas être prise au dépourvu dans un contexte très mouvant, où la connaissance des acteurs kosovars était extrêmement lacunaire et complexe. La France a d'ailleurs politiquement continué à afficher un soutien ostensible à M. Rugova, et l'ascension plus récente de M. Thaçi ne doit rien à la France, en dépit des contacts qui ont existé. Il faut également se souvenir que ce ne sont pas des autorités françaises, mais bien M. Blair et Mme Albright qui, quelques jours seulement après la fin des hostilités, ont été reçus triomphalement à Pristina par M. Thaçi...

Chacun a bien sûr le droit de juger légitimes ou non les options relatives au statut du Kosovo et à l'intervention diplomatique puis militaire occidentale en 1999. Tel n'est pas le débat que je tiens à alimenter aujourd'hui. Mais toute analyse sur ce sujet sensible, et encore litigieux de nos jours, doit se fonder sur les faits, et non sur des allégations mensongères ou déformées. »

Arnaud DANJEAN